Spedizione in abbonamento postale

Anno 95° — Numero 194

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 25 agosto 1954 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

SUPPLEMENTI ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 194 DEL 25 AGOSTO 1954:

Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto e dei servizi tecnici erariali: Prospetto dei dati di tariffa del nuovo catasto edilizio urbano per i Comuni della provincia di Caltanissetta.

(2716)

Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto e dei servizi tecnici erariali: Prospetto dei dati di tariffa del nuovo catasto edilizio urbano per i Comuni della provincia di Siracusa.

(2713)

Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto e dei servizi tecnici erariali: Prospetto dei dati di tariffa del nuovo catasto edilizio urbano per i Comuni della provincia di Trapani.

(2704)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 31 luglio 1954, n. 711.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione generale tra la Repubblica Italiana e il Gran Ducato di Lussemburgo sulle assicurazioni sociali e Protocollo speciale, conclusi a Lussemburgo il 29 maggio 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione generale tra la Repubblica Italiana ed il Gran Ducato di Lussemburgo sulle assicurazioni sociali e Protocollo speciale, conclusi a Lussemburgo il 29 maggio 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione e Protocollo suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 luglio 1954

EINAUDI

SCELBA — PICCIONI — VIGORELLI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Convention générale entre la République Italienne et le Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

ET

SON ALTESSE ROYALE
MADAME LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG

animés du désir de coopérer dans le domaine social, et notamment de garantir le bénéfice des législations sur la Sécurité sociale en vigueur dans les deux Etats contractants aux personnes auxquelles s'appliquent ou ont été appliquées ces législations, ont résolu de conclure une convention et, à cet effet, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République italienne:

Monsieur Andrea RAINALDI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Luxembourg,

Monsieur Amleto ANGELELLI, Directeur Général des Rapports de Travail auprès du Ministère Italien du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg:

Monsieur Pierre DUPONG, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale,

Monsieur Joseph BECH, Ministre d'Etat honoraire, Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE Ier

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1er

Au sens de la présente Convention:

1) le terme « législation » signifie, suivant le cas, les actes législatifs et règlementaires de l'une ou de l'autre Partie contractante, comme il est spécifié à l'article 2;

2) le terme « travailleur » comprend toutes les personnes exerçant une occupation dépendante et toutes celles qui leur sont assimilées suivant les législations énumérées à l'article 2;

3) les termes « autorités administratives suprêmes » désignent les Ministres respectifs ayant dans leurs attributions la sécurité sociale des travailleurs.

Article 2

Paragraphe 1er

La Convention vise les législations relatives aux matières ci-après:

1) en ce qui concerne la République italienne:

a) l'assurance générale invalidité, vieillesse et survie;

b) l'assurance contre les maladies;

c) l'assurance contre la tuberculose;

d) l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;

e) la protection physique et économique des travailleuses-mères en ce qui concerne les prestations économiques aux travailleuses soit pendant la grossesse, soit pendant la période successive à l'accouchement:

f les régimes spéciaux d'assurance établis pour des catégories déterminées de travailleurs (personnel des entreprises concessionnaires des services publics de

transport et de téléphonie, personnel des services tributaires adjugés, gens de mer) en tant que tels régimes concernent les risques et les prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas de *a*) à *d*) du présent numéro 1;

g) les allocations familiales, à l'exception des prestations de naissance pouvant être à charge de l'Etat;

2) en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg:

a) l'assurance obligatoire en cas de maladie, de maternité et de décès des travailleurs;

b) l'assurance générale en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès prématuré;

c) l'assurance en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès prématuré des employés privés;

d) les allocations familiales aux travailleurs, à l'exception des prestations spéciales de naissance pouvant être à charge de l'Etat;

e) l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;

f) l'assurance supplémentaire des ouvriers mineurs et métallurgistes ainsi que des employés techniques des mines du fond.

Paragraphe 2

La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou règlementaires qui ont modifié ou complété, ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1er du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

a) aux actes législatifs ou règlementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un arrangement intervient à cet effet entre les Parties contractantes;

b) aux actes législatifs ou règlementaires qui étendront les régimes existants à des nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du pays intéressé, notifiée au Gouvernement de l'autre pays, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

Article 3

Paragraphe 1er

Les ressortissants des Parties contractantes occupés sur le territoire de l'une de ces Parties sont soumis à la législation de celle-ci.

Paragraphe 2

Le principe posé au paragraphe 1er comporte les exceptions suivantes:

a) les travailleurs qui relèvent normalement d'un établissement situé sur le territoire de l'une des Parties contractantes demeurent soumis à la législation de leur lieu de travail habituel, lorsqu'ils sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre Partie, s'il est à prévoir que cette nouvelle occupation ne se prolongera pas au delà de six mois; dans le cas où cette occupation se prolongerait au delà de six mois, la législation du nouveau lieu de travail sera applicable;

b) les travailleurs des entreprises publiques de transport de l'un des pays occupés dans l'autre, soit passagèrement, soit sur des lignes d'intercommunication d'une façon permanente, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège principal;

c) les travailleurs occupés dans les parties mobiles (personnel ambulant) des entreprises de transport autres que ceux visés sous la lettre *b*) sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège principal;

d) les travailleurs d'un service administratif officiel, détachés de l'un des pays dans l'autre, ne sont pas soumis aux législations en vigueur dans le pays où ils sont détachés.

Paragraphe 3

Les autorités administratives suprêmes pourront prévoir, d'un commun accord, d'autres exceptions aux règles énoncées au paragraphe 1er du présent article. Elles pourront convenir également de suspendre l'application des exceptions prévues au paragraphe 2 ou de les modifier ou compléter dans certains cas particuliers ou pour des catégories spéciales de travailleurs.

Article 4

Les dispositions du paragraphe 1er de l'article 3 sont applicables aux travailleurs, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires des Parties contractantes ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois,

1) sont exceptés de l'application du présent article les agents diplomatiques ou consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant aux cadres des chancelleries;

2) les travailleurs qui appartiennent à la nationalité du pays représenté par le poste diplomatique ou consulaire et qui ne sont pas fixés définitivement dans le pays où ils sont occupés, peuvent opter entre l'application de la législation du pays de leur lieu de travail et celle de la législation de leur pays d'origine;

3) au cas où un travailleur, assuré d'après la législation de son pays, serait envoyé par son Gouvernement au service duquel il se trouve, dans le territoire de l'autre pays, la législation de son pays lui sera applicable.

Article 5

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes sont soumis aux obligations et jouissent du bénéfice de la législation de sécurité sociale de l'autre Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière.

Article 6

Sans préjudice de l'art. 13, les dispositions de la présente convention ne peuvent attribuer le droit d'obtenir, pour la même période, des prestations de même nature accordées par les législations des deux Parties contractantes. Le bénéficiaire a toutefois le droit d'opter entre le bénéfice de la convention et celui de la législation interne qui lui serait applicable.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre Ier

Assurance maladie, maternité, décès

Article 7

Paragraphe 1er

Les travailleurs qui se rendent du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre,

bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maladie de ce pays, pour autant que:

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé;

2) l'affection se soit déclarée postérieurement à leur entrée sur le territoire de ce pays, à moins que la législation du nouveau lieu de travail ne prévoie des conditions plus favorables d'ouverture des droits;

3) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du nouveau lieu de travail, compte tenu des périodes d'assurance accomplies dans les deux pays.

Paragraphe 2

Les dispositions qui précèdent visent également la législation italienne contre la tuberculose.

Article 8

Les travailleurs qui se rendent du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations maternité de ce pays, pour autant que:

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du nouveau lieu de travail, compte tenu des périodes d'assurance accomplies dans les deux pays.

Article 9

En cas de décès d'un travailleur, les indemnités funéraires ou les allocations de décès, suivant le cas, seront payées conformément à la législation et à la charge de l'organisme d'assurance du pays du dernier lieu de travail pour autant que les conditions requises par la législation du pays du dernier lieu de travail soient remplies, compte tenu des périodes d'assurance accomplies dans les deux pays.

Article 10

Lorsque des travailleurs ayant charge de famille se rendent d'un pays à l'autre en vertu d'un arrangement entre les Autorités compétentes des deux pays pour des engagements limités d'avance, d'une année au plus, leurs ayants droit restés sur place bénéficieront des prestations visées par les art. 7 et 8 conformément à la législation du pays de leur résidence et de la part des organismes assureurs compétents de ce pays. Les organismes assureurs du lieu de travail des assurés transféreront, à titre forfaitaire, aux organismes d'assurance susvisés la quote-part des cotisations d'assurance maladie, maternité, décès, représentative du coût de l'assurance familiale des assurés. La même disposition sera applicable lorsqu'une pénurie de logement aura fait obstacle au déplacement de la famille.

Article 11

Les cas de maladie en cours au moment du retour d'un travailleur dans son pays d'origine continueront à donner lieu à prestation de la part de l'organisme débiteur dans les limites légales ou règlementaires, tant que subsiste l'incapacité de travail, sans considération du changement de résidence, à condition que le retour soit agréé par l'organisme débiteur. Cet agrément ne pourra être refusé que pour des raisons relatives à l'état de maladie du travailleur.

Article 12

La femme assurée rentrée dans son pays d'origine conservera son droit aux prestations prévues par l'art. 8, si le retour a eu lieu al plus tôt dans la sixième semaine précédant l'accouchement, et à condition que l'état de la femme ait été vérifié par l'organisme assureur.

De même le droit aux prestations de maternité ne viendra pas à défaillir, lorsque la femme d'un assuré sera rentrée dans les mêmes conditions dans son pays d'origine, pourvu que l'affiliation du mari soit maintenue.

Chapitre 2

Assurance vieillesse, invalidité et survie

Article 13

Paragraphe 1er

Pour les travailleurs qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse, invalidité et survie, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit à pension qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Lorsque la législation de l'une des Parties contractantes subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants de l'autre pays. Si la législation de l'une des Parties contractantes ne prévoit pas de régime spécial pour la profession envisagée, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession sous un regime plus général visé per la convention sont néanmoins totalisées.

Paragraphe 3

Chaque organisme détermine, d'après la législation qui lui est propre et compte tenu de la totalité des périodes d'assurance accomplies dans les deux pays, si l'intéressé réunit les conditions requises pour l'attribution d'une pension.

Paragraphe 4

Chaque organisme au regard duquel les conditions d'attribution sont remplies, détermine pour ordre le montant de la pension d'après la législation qui lui est propre, compte tenue de la totalité des périodes d'assurance, et calcule le montant dû au prorata des périodes accomplies sous cette législation.

Paragraphe 5

En cas de superposition d'une période d'assurance obligatoire et d'une période d'assurance volontaire, cette dernière n'entrera pas en compte de totalisation, mais les cotisations afférentes donneront lieu à attribution d'un complément de pension.

Paragraphe 6

N'entrent en compte pour l'application du paragraphe 4, que les périodes d'assurance valables au regard du régime sous lequel elles ont été accomplies et dont la durée est au minimum de 6 mois, 26 semaines ou 135 jours, suivant les régimes.

Article 14

Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées au paragraphe 1er de l'article qui précède, ne remplit pas, au même moment, les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi au regard de chaque législation, au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

Article 15

Pour l'ouverture du droit aux pensions d'invalidité la durée pendant laquelle l'intéressé doit avoir reçu l'indemnité en espèces servie au titre de l'assurance maladie préalablement à la liquidation de sa pension est, dans tous les cas, celle prévue par la législation du pays duquel il reçoit les prestations de maladie correspondantes.

Article 16

Paragraphe 1er

Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension, peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'art. 13. Les avantages auxquels il peut prétendre au titre de chacune des législations nationales sont alors liquidés séparément par les organismes interessés, indépendamment des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes, accomplies dans l'autre pays.

Paragraphe 2

L'assuré a la faculté d'exercer à nouveau une option entre le bénéfice de l'art. 13 et celui du présent article lorsqu'il a un intérêt à le faire par suite soit d'une modification dans l'une des législations nationales, soit du transfert de sa résidence d'un pays dans l'autre, soit dans l'autre, soit dans le cas prévu à l'article 13, au moment où s'ouvre pour lui un nouveau droit à pension au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

Article 17

Les intéressés ont droit aux prestations accessoires de l'assurance vieillesse, invalidité, survie, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'attribution au regard des organismes en cause, indépendamment des dispositions du présent chapitre et qu'ils aient opté conformément à l'article qui précède ou non.

Article 18

Paragraphe 1er

Les pensions d'invalidité, de vieillesse ou de survie, liquidées à charge d'un régime d'assurance luxembourgeois sont réduites de la part à charge des communes, au cas où le bénéficiaire réside sur le territoire de la République Italienne, et en cas de résidence dans un troisième pays, tant de la part à charge de l'Etat que de celle à charge des communes.

Paragraphe 2

Aucune condition de résidence ne sera opposable à l'octroi des parts de pension à charge des institutions d'assurance, même lorsque les bénéficiaires résideront en dehors des territoires des Parties contractantes.

Paragraphe 3

Le présent article sera applicable en ce qui concerne tant les pensions allouées en vertu de l'art. 13 que celles allouées en vertu de la législation interne de l'une des Parties contractantes.

Article 19

Lorsque la législation de l'une des Parties contractantes prévoit un remboursement de cotisations pour les travailleurs étrangers qui quittent le territoire, les dispositions afférentes ne sont pas applicables aux ressortissants de l'autre Partie.

Article 20

Paragraphe 1er

Aucune déchéance résultant du non-versement de cotisations pendant une certaine période ne peut être opposée si, durant cette période, l'intéressé a été soumis au régime d'assurance de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 2

Tous délais pouvant être prescrits par la législation de l'une des Parties contractantes pour continuer volontairement l'assurance obligatoire sont suspendus pendant les périodes d'assurance obligatoire accomplies sous un régime de l'autre Partie.

Chapitre III

Accidents du travail et Maladies professionnelles

Article 21

Si la législation de l'une des Parties contractantes subordonne l'octroi de prestations ou avantages spéciaux à des conditions de résidence, celles-ci ne sont pas opposables aux ressortissants luxembourgeois ou italiens, tant qu'ils résident dans l'un des deux pays.

Article 22

Si un travailleur qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle sous le régime de l'une des Parties contractantes fait valoir, pour une maladie de même nature, des droits à réparation au regard de la législation de son nouveau lieu de travail, le service des prestations restera à la charge de l'organisme d'assurance du premier lieu de travail.

Chapitre IV

Allocations familiales

Article 23

Lorsque des travailleurs ayant charge de famille se rendent d'un pays à l'autre en vertu d'un arrangement entre les Autorités compétentes des deux pays pour des engagements limités d'avance, d'une année au plus, leurs ayants-droit restés sur place bénéficieront des avantages admis par la législation des allocations familiales du pays de leur résidence et de la part des organismes compétents de ce pays. Les organismes du lieu de travail transféreront, à titre forfaitaire, aux organismes susvisés les cotisations des allocations familiales. La même disposition sera applicable lorsqu'une pénurie de logement aura fait obstacle au déplacement de la famille.

TITRE III
Dispositions communes et diverses

Chapitre Ier
Application de la Convention

Article 24

Paragraphe 1er

Les autorités et organismes d'assurance ou de sécurité sociales des Parties contractantes se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Paragraphe 2

Ces autorités et organismes pourront subsidiairement recourir, dans le même but, à l'intervention des autorités diplomatiques et consulaires de l'autre pays.

Paragraphe 3

Les autorités diplomatiques et consulaires de l'un des deux pays peuvent intervenir directement auprès des autorités administratives et des organismes nationaux d'assurance ou de sécurité sociales de l'autre pays, en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

Article 25

Paragraphe 1er

L'entr'aide administrative aura notamment pour objet la fourniture des prestations en nature et le contrôle médical, lorsque les bénéficiaires ou requérants de prestations d'un organisme de l'une des Parties résident sur le territoire de l'autre Partie.

Paragraphe 2

Les dépenses en numéraire, effectuées à ce titre par les organismes du pays de résidence, leur seront remboursées par les organismes débiteurs, sans que ce remboursement doive dépasser les tarifs appliqués par les organismes d'assurance sociale du pays de résidence pour leurs propres affiliés.

Paragraphe 3

En cas d'application de l'article 13 les frais de contrôle médical sont à la charge exclusive des organismes du pays de résidence.

Article 26

Paragraphe 1er

Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'une des Parties pour les pièces à produire aux administrations ou organismes d'assurance ou de sécurité sociales de cette Partie, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la convention aux administrations ou organismes d'assurance ou de sécurité sociales de l'autre Partie.

Paragraphe 2

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'application de la convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 27

Paragraphe 1er

Les autorités ou organismes d'assurance ou de sécurité sociales des Parties contractantes correspondront directement entre eux, avec les bénéficiaires et avec les représentants légaux de ceux-ci pour l'application de la convention. Ils peuvent rédiger leur correspondance dans leur propre langue officielle. En cas de difficultés, les postes diplomatiques et consulaires prêteront leurs bons offices.

Paragraphe 2

Les communications adressées pour l'application de la convention, par les bénéficiaires de celle-ci aux organismes, autorités et juridictions de l'une des Parties contractantes, compétents en matière d'assurance ou de sécurité sociales, seront rédigées dans la langue officielle de l'un ou de l'autre pays.

Article 28

Les demandes et recours qui doivent être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'une des Parties compétentes pour recevoir des demandes et des recours en matière d'assurance ou de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre Partie. Dans ce cas cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre sans retard les demandes et recours à l'organisme compétent.

Article 29

Les autorités administratives suprêmes arrêteront directement les mesures requises pour l'application de la convention en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Article 30

Les autorités administratives suprêmes se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur pays concernant les régimes énumérés à l'article 2. Les mêmes autorités se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'application de la convention à l'intérieur de leur propre pays.

Article 31

Les organismes débiteurs de prestations sociales s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur pays; les transferts devront être effectués par ces organismes dès la date d'échéance des prestations.

Au cas où des dispositions seraient arrêtées dans l'un ou l'autre des deux pays en vue de soumettre à des restrictions le commerce des devises, des mesures seraient prise aussitôt, d'accord entre les deux Gouvernements, pour assurer conformément aux dispositions de la convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

Article 32

Les formalités que les dispositions légales ou règlementaires de l'une des Parties contractantes pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses organismes d'assurance ou de sécurité sociales, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la convention.

Article 33

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de la parti-

cipation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de l'assurance ou de la sécurité sociales.

Article 34

Les organismes débiteurs de prestations sociales pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre pays ou y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce pays du service des prestations.

Article 35

La perception des cotisation dues à un organisme de l'une des Parties pourra se faire sur le territoire de l'autre suivant la procédure applicable à la perception des cotisations dues à un organisme correspondant de cette dernière.

Article 36

Lorsque le droit d'un travailleur à prestation ne peut donner lieu à contestation, mais qu'il y a contestation entre les organismes des deux Parties contractantes sur la disposition applicable, une prestation appropriée sera liquidée à titre d'avance par l'organisme en cause du pays de résidence.

Article 37

Paragraphe 1er

Toutes les difficultés relatives à l'application de la convention seront reglée, d'un commun accord, par les autorités administratives suprêmes.

Paragraphe 2

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organe arbitral devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la convention.

Chapitre II

Dispositions finales et transitoires

Article 38

Paragraphe 1er

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que possible.

Paragraphe 2

Elle entrera en vigueur le 1er du mois qui suivra l'échange des ratifications.

Article 39

Les risques et éventualités régis par la convention qui auraient été ouverts avant son entrée en vigueur, donneront droit, conformément à la convention aux prestations afférentes à échoir ultérieurement, sous réserve des dispositions contenues au Protocole spécial.

Les demandes devront être présentées dans l'année de l'entrée en vigueur de la convention, sinon elles n'auront effet qu'à partir du 1er du mois qui en suivra la réception.

Article 40

Paragraphe 1er

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2

En cas de dénonciation, les stipulations de la présente convention resteront applicables aux droits acquis nonobstant les dispositions restrictive que les régimes intéressés prévoiraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Paragraphe 3

En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurance accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette convention resteront applicables dans les conditions qui devront être prévues par accord complémentaire.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le vingt-neuf mai mil neuf cent cinquante-et-un.

RAINALDI — DUPONG
ANGELELLI — BECH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

PROTOCOLE SPECIAL

Au moment de signer la convention générale entre l'Italie et le Gran-Duché de Luxembourg sur la Sécurité sociale, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus de ce qui suit pour faire partie intégrante de la convention :

I

Les travailleurs qui ont quitté le territoire luxembourgeois avant le 1er janvier 1946 ne peuvent voir prendre en compte, pour l'application des articles 13, 17 et 39 de la convention, les périodes d'affiliation à l'assurance luxembourgeoise antérieure à ladite date :

a) que s'ils justifient de 6 mois d'assurance accomplis postérieurement à celle-ci sous le régime luxembourgeois, au cas ou ils sont revenus au Grand-Duché avant le 1er juin 1951;

b) sinon pour autant qu'ils auront maintenu leurs droits par la voie de l'assurance continuée ou qu'ils les auront recouvrés conformément à la législation luxembourgeoise.

La disposition qui précède n'est pas applicable aux périodes accomplies sous le régime de l'assurance spéciale des travailleurs des mines ni à celles accomplies sous le régime de l'assurance des employés privés.

II

Ne donneront lieu à transfert en Italie, en faveur des bénéficiaires de pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie, accordées pour une éventualité ouverte avant le 1er juillet 1946, que les majorations prévues par l'arrêté grand-ducal du 4 juillet 1945.

III

Les rentes dues pour un accident du travail ou une maladie professionnelle antérieurs à l'entrée en vigueur de la convention seront payées en Italie avec les adaptations accordées pour tenir compte du coût de la vie, mais quant à ces adaptations jusqu'à concurrence seu-

lement d'un recalcul de la rente sur la base de la moyenne entre le maximum et le minimum du salaire de référence applicables en Italie.

Pour la réévalutation des rentes accordées du chef d'un accident dans les mines, le maximum du prédit salaire sera applicable.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le vingt-neuf mai mil neuf cent cinquante-et-un.

RAINALDI — DUPONG
ANGELELLI — BECH

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

LEGGE 9 agosto 1954, n. 712.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo aggiuntivo alla Convenzione di amicizia e buon vicinato fra la Repubblica Italiana e la Repubblica di San Marino, firmato a Roma il 29 aprile 1953 e dell'Accordo riguardante l'aumento, da parte del Governo italiano, del quantitativo dei tabacchi lavorati da somministrarsi al Governo della Repubblica di San Marino, concluso a Roma mediante scambio di Note il 30 gennaio 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo aggiuntivo alla Convenzione di amicizia e buon vicinato fra la Repubblica Italiana e la Repubblica di San Marino, concluso a Roma il 29 aprile 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data, a decorrere dalla loro entrata in vigore, all'Accordo suddetto nonchè all'Accordo riguardante l'aumento, da parte del Governo italiano, del quantitativo dei tabacchi lavorati da somministrarsi al Governo della Repubblica di San Marino, concluso a Roma, mediante scambio di Note, il 30 gennaio 1954.

Art. 3.

Alla maggiore spesa relativa alla concessione dei canoni previsti dall'art. 52 dell'Accordo aggiuntivo di cui all'art. 1 della presente legge, ammontante fino al 30 giugno 1954 a lire 757.500.000, si provvederà per lire 135.000.000 a carico dello stanziamento iscritto al capitolo n. 494 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1953-54 e per lire 622.500.000 a carico del fondo speciale di cui al capitolo n. 516 del predetto stato di previsione per l'esercizio finanziario 1954-55.

Art. 4.

Il Ministero dei trasporti, di concerto con il Ministero del tesoro, è autorizzato a provvedere, direttamente o mediante concessione, alla ricostruzione della ferrovia Rimini-San Marino ed al suo esercizio per la durata di anni tredici dalla data di riapertura dell'esercizio stesso.

Art. 5.

Ove alla ricostruzione della ferrovia si provveda mediante concessione, il pagamento del corrispettivo che sarà in definitiva accordato con decreto dei Ministri per i trasporti e per il tesoro, sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici, può essere fatto a misura dell'esecuzione dei relativi lavori in rapporto all'ammontare totale della spesa che sarà ritenuta ammissibile in sede di approvazione del progetto esecutivo ed in base a certificati di avanzamento da rilasciarsi per importi non inferiori ad un ventesimo della somma anzidetta e con la trattenuta di un decimo, da liquidarsi dopo il collaudo e la presentazione del conto di liquidazione totale dei lavori medesimi.

Il corrispettivo di costruzione sarà assoggettato a revisione con le norme e con le modalità di cui all'art. 5 della legge 14 giugno 1949, n. 410.

Art. 6.

Alla spesa occorrente per la ricostruzione della ferrovia, da contenere per la parte a carico del Governo italiano entro il limite complessivo di lire 350.000.000, si farà fronte per lire 200.000.000 con i fondi già stanziati nel bilancio del Ministero dei trasporti per la concessione di concorsi dello Stato, ai sensi della legge 14 giugno 1949, n. 410. Per la residua spesa di lire 150.000.000 si provvederà a carico del fondo speciale di cui al capitolo n. 516 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1954-55.

Art. 7.

La sovvenzione per l'esercizio della linea, il cui importo verrà rimborsato per la metà dal Governo sanmarinese al Governo italiano, sarà determinata in misura forfetaria, per la durata di tredici anni dalla data di riapertura dell'esercizio stesso, in base ad apposito piano finanziario, da istituire con le modalità vigenti in materia di concessioni ferroviarie, e le condizioni ed obblighi relativi di concessione saranno determinati dal Ministro per i trasporti d'intesa col Ministro per il tesoro, su conforme parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici. La Convenzione con la Società concessionaria sarà approvata e resa esecutoria, sentito il parere del Consiglio di Stato, dai Ministri predetti nonchè dal Ministro per le finanze ove comporti esoneri ed agevolazioni tributarie.

Art. 8.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a S. Vincent, addì 9 agosto 1954

EINAUDI

SCELBA — PICCIONI — DE PIETRO — TREMELLONI — GAVA — MATTARELLA — CASSIANI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Accordo aggiuntivo alla Convenzione di amicizia e buon vicinato fra la Repubblica Italiana e la Repubblica di San Marino.

La REPUBBLICA ITALIANA e la REPUBBLICA DI SAN MARINO hanno convenuto di modificare gli articoli 5, 6 (già modificati con l'Accordo del 28 febbraio 1946) e 13 della Convenzione di amicizia e buon vicinato firmata a Roma il 31 marzo 1939, nonchè gli articoli 47, 48 (già modificato con lo scambio di note del 13 settembre 1948) e 52 (già modificato con gli Accordi aggiuntivi firmati a Roma il 12 aprile 1942 e il 16 luglio 1945) della Convenzione stessa, come segue:

Art. 5 (ultimo comma)

« Quando la decisione concerne una causa matrimoniale fra cittadini dello Stato nel quale essa è invocata, la condizione enunciata nel n. 1 concorre soltanto se la parte convenuta aveva, al momento della instaurazione del giudizio, la residenza effettiva, da certificarsi dai rispettivi Consoli, di almeno un anno nello Stato nel quale la decisione è stata pronunciata ».

Art. 6 (ultimo comma)

« La decisione della Corte d'appello o del Giudice d'appello è soggetta alle impugnazioni consentite dalla legge contro le sentenze pronunciate in grado d'appello ».

Art. 13 (terzo comma)

« L'estradizione non è neppure concessa per i reati preveduti esclusivamente dalle leggi sulla stampa, nè per i reati politici, nè per quelli ad essi connessi ».

Art. 47

« Il Governo della Repubblica di San Marino si impegna:

1) a non effettuare alcuna nuova coniazione di monete di qualsiasi specie, salvo che si tratti di monete di oro, e in questo caso si varrà dei servizi della Zecca Italiana;

Le monete sanmarinesi coniate in applicazione di precedenti Convenzioni intervenute tra i due Stati continueranno ad aver corso nella Repubblica Italiana, in conformità alle Convenzioni stesse e nei limiti da esse stabiliti.

Qualora nell'avvenire il Governo Italiano ritenesse opportuno di consentire, in deroga a quanto sopra stabilito, la coniazione di monete sanmarinesi, il Governo della Repubblica di San Marino si impegna fin d'ora a servirsi unicamente e in ogni caso della Zecca italiana.

2) a non emettere nè direttamente, nè per mezzo di enti o di istituti nazionali o stranieri, biglietti di banca o di Stato o surrogati monetari di qualsiasi specie;

3) a non adottare alcun provvedimento finanziario che possa, direttamente o indirettamente, in qualunque modo o misura, influire sul regime tributario o sulla circolazione monetaria della Repubblica Italiana;

4) a non permettere nel proprio territorio l'impianto o l'esercizio di case da gioco o di altri centri del genere comunque denominati, nei quali si svolgano giuochi di azzardo;

5) a rinunciare ad installare o gestire sul proprio territorio stazioni radio e televisive trasmittenti o ad accordarne la concessione a Governi esteri o a Società private sia sanmarinesi che straniere, nonchè ad installare o gestire stazioni radio e televisive riceventi diverse dai normali apparecchi riceventi per radiodiffusione e televisione circolare ».

Art. 48.

« Il Governo della Repubblica Italiana somministrerà al Governo della Repubblica di San Marino, a richiesta di questo, per mezzo dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, un quantitativo di tabacco lavorato di ogni qualità non eccedente complessivamente i chilogrammi 15.000 annui.

Per la somministrazione prevista al precedente comma, il Governo della Repubblica di San Marino corrisponderà un prezzo ragguagliato ai costi dell'anno precedente ».

Art. 52.

« In corrispondenza delle rinuncie fatte dal Governo della Repubblica di San Marino negli articoli 44, 1° comma, 45, 1° comma e 47, numeri 1, 2, 3 e 4, il Governo stesso riceverà dal Governo della Repubblica Italiana la somma di 90 milioni di lire all'anno per il periodo compreso tra il 1° gennaio 1946 e il 30 giugno 1952 e di 150 milioni di lire annue dal 1° luglio 1952 in poi, in esenzione di qualsiasi imposta o tassa, ivi comprese quelle di bollo e di quietanza.

In corrispondenza della rinuncia fatta dal Governo della Repubblica di San Marino nell'art. 47, n. 5, il Governo della Repubblica Italiana si impegna a provvedere, direttamente o mediante concessione, alla ricostruzione della ferrovia Rimini-San Marino, accollandosi il relativo onere finanziario, a condizione che esso non superi il limite complessivo di 350 milioni di lire, ed al suo esercizio per la durata di anni 13 dalla data di riapertura dell'esercizio stesso.

L'onere derivante dall'esercizio della linea sarà determinato dal Governo Italiano preventivamente in misura forfetaria in base ad apposito piano finanziario da istituire secondo le disposizioni vigenti in materia di concessioni ferroviarie e sarà annualmente rimborsato per metà dal Governo sanmarinese al Governo italiano, mediante trattenuta da parte di quest'ultimo sul canone annuo di cui al primo comma del presente articolo.

Il tronco della ferrovia ricadente entro il territorio della Repubblica di San Marino passerà in proprietà del Governo sanmarinese, al completo di tutti gli impianti fissi, al termine dei 13 anni di esercizio, senza che sia dovuto al Governo italiano alcun rimborso.

S'intendono applicabili ai fini della ricostruzione della ferrovia e del suo esercizio oltre il termine originariamente stabilito, le disposizioni relative alla ferrovia contenute nella Convenzione del 26 marzo 1927 e nell'Accordo addizionale del 18 maggio 1942 in quanto non modificate dal presente Accordo.

Entro un mese dall'entrata in vigore del presente Accordo il Governo della Repubblica di San Marino riconsegnerà alla Società Veneto Emiliana di ferrovie e tramvie il materiale rotabile di dotazione della ferrovia distrutta, giacente nel suo territorio ».

Il presente Accordo sarà ratificato. Esso entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche, che avrà luogo a Roma al più presto possibile.

La modificazione apportata all'art. 5, ultimo comma, della Convenzione del 31 marzo 1939 non si applica alle decisioni pronunciate nelle cause matrimoniali instaurate anteriormente alla data della firma del presente Accordo.

In fede di che i Plenipotenziari italiano e sanmarinese hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, in due originali, il 29 aprile 1953

Per l'Italia DE GASPERI — *Per San Marino* GIACOMINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

Scambio di Note fra l'Italia e San Marino relativo ai tabacchi

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Roma, 30 gennaio 1954

Signor Segretario di Stato,

in relazione alle intese scambiate al riguardo, ho l'onore di informare V. E. che il Governo Italiano aderisce ad elevare, con decorrenza 1° dicembre 1953, da kg. 15.000 a kg. 18.000 annui il quantitativo dei tabacchi lavorati di ogni qualità, da somministrarsi al Governo della Repubblica di San Marino, ai sensi dell'art. 48 dell'Accordo aggiuntivo alla Convenzione di amicizia e buon vicinato fra la Repubblica Italiana e la Repubblica di San Marino, firmato a Roma il 29 aprile 1953.

Se l'E. V. mi comunicherà che il Governo della Repubblica di San Marino approva quanto precede, la presente nota e la conferma che Ella si compiacerà inviarmi, costituiranno un accordo in materia fra i due Stati.

Voglia gradire, Signor Segretario di Stato, gli atti della mia più alta considerazione.

F.to BENVENUTI

S. E. Gino GIACOMINI
Segretario di Stato per gli affari esteri
REPUBBLICA DI SAN MARINO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

N. 0641/A/578

San Marino, lì 30 gennaio 1954/1653 d.F.R.

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera di V. E. in data 30 gennaio 1954, del seguente tenore:

« in relazione alle intese scambiate al riguardo, ho l'onore di informare V. E. che il Governo Italiano aderisce ad elevare, con decorrenza 1° dicembre 1953, da kg. 15.000 a kg. 18.000 annui il quantitativo di tabacchi lavorati di ogni qualità, da somministrarsi al Governo della Repubblica di San Marino, ai sensi dell'art. 48 dell'Accordo aggiuntivo alla Convenzione di amicizia e buon vicinato fra la Repubblica Italiana e la Repubblica di San Marino, firmato a Roma il 29 aprile 1953.

Se l'E. V. mi comunicherà che il Governo della Repubblica di San Marino approva quanto precede, la presente nota e la conferma che Ella si compiacerà inviarmi, costituiranno un accordo in materia fra i due Stati ».

Ho l'onore di comunicare a V. E. che il Governo di San Marino è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia alta considerazione.

Il Segretario di Stato per gli affari esteri
GIACOMINI

A Sua Eccellenza
Il Ministro per gli affari esteri. — ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 giugno 1954, n. 713.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Assunta, in Albareto (Parma).

N. 713. Decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Assunta, in Albareto (Parma) e la Chiesa parrocchiale suddetta viene inoltre autorizzata ad accettare una eredità consistente in alcun immobili, situati nei comuni di Albareto e Valmozzola.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *agosto* 1954
Atti del Governo, registro n. 85, *foglio n.* 52. — TEMPESTA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 giugno 1954, n. 714.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Francesco d'Assisi, in frazione Pedrocca del comune di Cazzago San Martino (Brescia).

N. 714. Decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Brescia in data 28 settembre 1950, relativo alla erezione della parrocchia di San Francesco d'Assisi, in frazione Pedrocca del comune di Cazzago San Martino (Brescia) e il Beneficio dell'anzidetta parrocchia viene autorizzato ad accettare una donazione consistente in alcuni immobili situati in frazione Pedrocca del comune di Cazzago San Martino.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *agosto* 1954
Atti del Governo, registro n. 85, *foglio n.* 51. — TEMPESTA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 giugno 1954, n. 715.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Martino, in frazione San Martino dei Molini del comune di Sant'Arcangelo di Romagna (Forlì).

N. 715. Decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Martino, in frazione San Martino dei Molini del comune di Sant'Arcangelo di Romagna (Forlì) e la Chiesa parrocchiale suddetta viene inoltre autorizzata ad acquistare dalla Amministrazione demaniale un immobile, situato in frazione di San Martino dei Molini del comune di Sant'Arcangelo di Romagna.

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *agosto* 1954
Atti del Governo, registro n. 85, *foglio n.* 45. — TEMPESTA

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 luglio 1954.

Rimozione dalla carica del sindaco di Deliceto (Foggia).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Il sindaco di Deliceto, sig. Rinaldi Giovanni, ha dato prova reiteratamente di spirito fazioso ed illegale, tanto che è stato già sospeso due volte dalle funzioni di ufficiale del Governo, con decreti del Prefetto di Foggia in data 25 maggio 1953 e 24 luglio 1953.

Tali provvedimenti di rigore non hanno però costituito valida remora per il predetto amministratore, il quale, recentemente, ha dato una grave dimostrazione di intemperanza.

Durante la discussione con alcuni braccianti di problemi concernenti la disoccupazione locale, il Rinaldi, del tutto dimentico dei suoi doveri di capo della civica azienda e di ufficiale del Governo, incitava gli operai a riunirsi per una manifestazione di protesta, tale da provocare l'intervento delle forze di polizia, con l'evidente scopo di eccitare gli animi dei disoccupati contro l'autorità e di creare uno stato di tensione nella pubblica opinione.

Nel tempo stesso induceva la Camera del lavoro a organizzare la manifestazione, che si svolgeva infatti con la sua partecipazione il giorno 25 maggio c. a. e degenerava — come era prevedibile — in radunata sediziosa con minacce e resistenza alle forze di polizia, le quali furono in grado di ristabilire l'ordine soltanto dopo l'arrivo di adeguati rinforzi.

Il Prefetto di Foggia, considerato che con il suo riprovevole comportamento, apertamente in contrasto con i doveri inerenti alle sue funzioni, il predetto amministratore ha posto localmente le premesse di turbative dell'ordine pubblico, lo ha sospeso dalla carica proponendone, altresì, la rimozione, ai sensi dell'art. 149 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Ravvisandosi, nella specie, gli estremi della citata disposizione di legge, è stato predisposto l'unito schema di decreto di rimozione del predetto sindaco dalla carica.

Col decreto stesso — che mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma — viene, inoltre, fissato in tre anni il periodo della di lui ineleggibilità, ai sensi del comma 8° del citato articolo 149.

Roma, addì 5 luglio 1954

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il sig. Rinaldi Giovanni, sindaco di Deliceto (Foggia), col suo comportamento intemperante e fazioso, ha creato, localmente, le premesse di turbative dell'ordine pubblico;

Ritenuto che ricorrono gli estremi di cui all'art. 149, 7° comma, del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale per ordinarne la rimozione dalla carica;

Visto il testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, ed il relativo regolamento, nonchè il testo unico 5 aprile 1951, n. 203;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Il sig. Rinaldi Giovanni, sindaco di Deliceto (Foggia), è rimosso dalla carica e non potrà essere rieletto prima che siano decorsi tre anni dalla data del presente decreto.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 15 luglio 1954

EINAUDI

SCELBA

(4133)

DECRETO MINISTERIALE 13 agosto 1954.

Sostituzione di due membri nella Commissione provinciale per il collocamento di Varese.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 31 ottobre 1952, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Varese;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Varese n. 6334 in data 17 maggio 1954, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione dei signori rag. Franchi Fausto e Turri Giovanni, rappresentanti dei lavoratori, richiesta dalla associazione sindacale interessata (Unione provinciale sindacati lavoratori - C.I.S.L.), in quanto impossibilitati ad intervenire alle riunioni della Commissione provinciale per il collocamento, con i signori Mordini Ettore e Bernasconi Giovanni, della medesima organizzazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione dei predetti;

Decreta:

Articolo unico.

I signori rag. Franchi Fausto e Turri Giovanni, sono rispettivamente sostituiti con i signori Mordini Ettore e Bernasconi Giovanni, quali rappresentanti dei lavoratori, nella Commissione provinciale per il collocamento di Varese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 13 agosto 1954

Il Ministro: VIGORELLI

(4121)

DECRETO MINISTERIALE 18 agosto 1954.

Nomina del commissario straordinario della Compagnia portuale di Catania.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto l'art. 189 del regolamento per l'esecuzione del Codice della navigazione (navigazione marittima), approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 febbraio 1952, n. 328;

Visto le risultanze di una ispezione contabile amministrativa disposta nel mese di marzo 1954 e con la quale è stata accertata la esistenza di gravi irregolarità nel funzionamento della Compagnia portuale di Catania;

Ritenuta la necessità di affidare ad un commissario straordinario la gestione della predetta Compagnia;

Decreta:

Il capitano di porto in s.p.e. Rossini Giulio, è nominato commissario straordinario della Compagnia portuale di Catania per la durata di mesi tre, a decorrere dal giorno successivo alla data del presente decreto.

Al commissario straordinario è assegnata, a carico della Compagnia, una indennità giornaliera di lorde L. 2870 (duemilaottocentosettanta).

Roma, addì 18 agosto 1954

Il Ministro: TAMBRONI

(4166)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga di divieti di caccia e uccellagione

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 14 agosto 1953, nella zona di Laveno Mombello (Varese), dell'estensione di ettari 33 circa, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 15 agosto 1953, nella zona di Laveno Mombello (Varese), dell'estensione di ettari 182 circa, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 23 luglio 1951, 27 agosto 1952 e 17 luglio 1953, nella zona di Cadelbosco Sopra (Reggio Emilia), dell'estensione di ettari 213, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 23 luglio 1951, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 25 luglio 1951, 23 agosto 1952 e 19 luglio 1953, nella zona di Novellara (Reggio Emilia), dell'estensione di ettari 442, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 25 luglio 1951, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 17 agosto 1953, nella zona di Casalzuigno e Cuvio (Varese), dell'estensione di ettari 64 circa, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 25 luglio 1952 e 25 giugno 1953, nella zona di Polesella (Rovigo), dell'estensione di ettari 680, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 25 luglio 1952, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1955.

(3989)

Modificazione delle disposizioni concernenti l'esercizio della pesca nella provincia di Como

L'art. 16 del decreto Ministeriale 14 marzo 1953, che disciplina l'esercizio della pesca nella provincia di Como, è sostituito dal seguente:

Acque secondarie:

1) Canna con uno o più ami, con o senza mulinello.

L'uso di detto attrezzo è vietato dalle ore 12 del 15 settembre alle ore 12 del 15 dicembre nei sotto indicati torrenti e loro affluenti:

Cosia, Faloppio, Telo, Cuccio, Rezzo, Rescia, Soldo, Senagra, Valgrande, Valvezzano, Albano, Liro, Livo, San Vincenzo, Inganna, Perlino, Varrone, Varroncello, Pioverna, Treggia, Esino, Meria, Zerlo, Gerenzone, Caldone, Bione, Valbrona, Liscione, Perlo, Villa, Nosee, Cairo, Seveso, Acquanegra, Sant'Antonio, Lambro e Foce.

(4022)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Mariano De Cesare fu Domenico, nato a Napoli, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in giurisprudenza conseguito presso la Università di Napoli l'8 luglio 1922.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

(4087)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 193

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 24 agosto 1954

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,70	643 —
» Firenze	—	—
» Genova	624,75	644 —
» Milano	624,74	643 —
» Napoli	624,75	642,75
» Palermo	—	—
» Roma	624,70	643,25
» Torino	624,80	639 —
» Trieste	624,79	—
» Venezia	—	—

Media dei titoli del 24 agosto 1954

Rendita 3,50 % 1906	62,85
Id. 3,50 % 1902	62,60
Id. 3 % lordo	93 —
Id. 5 % 1935	93,70
Redimibile 3,50 % 1934	79,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	72,65
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,15
Id. 5 % 1936	91,20
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,375
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,275
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,175
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	97,20
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	97,30

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 24 agosto 1954

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (*Decreto-legge* 19 *settembre* 1949, *n.* 632):

1 dollaro U.S.A. Lit. 624,72
1 dollaro canadese » 643,12

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . . . . . Lit. 1749,22

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Egitto	» 1794,55	» lira egiziana
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE V.

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro dell'esercizio suppletivo 1953-54

Il conto riassuntivo del Tesoro dell'esercizio suppletivo 1953-54 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà fra l'altro i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

	Dal 1° luglio 1953 al 30 giugno 1954 (suppletivo)			
	Incassi (in milioni di lire)		Pagamenti (in milioni di lire)	
DEFICIT DI CASSA AL 30 GIUGNO 1953				59.063
Gestione di bilancio				
Entrate e spese di bilancio effettive – competenza	1.784.953		1.631.916	
Entrate e spese di bilancio effettive – residui	168.192		577.966	
Totale		1.953.145		2.209.882
In conto movimento capitali – competenza	256.184		90.350	
In conto movimento capitali – residui	11.580		53.278	
Totale		267.764		143.628
Gestione di Tesoreria				
In conto debiti di Tesoreria:				
Debito fluttuante	2.106.063		1.868.507	
Conti correnti	6.396.336		6.423.227	
Incassi da regolare	1.043.176		1.064.735	
Altre gestioni	2.713.901		2.732.466	
Totale		12.259.476		12.088.935
In conto crediti di Tesoreria:				
Crediti per operazioni di portafoglio	720		795	
Pagamenti da regolare	143.783		153.937	
Altri crediti	5.313.044		5.273.783	
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	3.592		8.853	
Totale		5.461.139		5.437.368
Totale generale incassi e pagamenti		19.941.524		19.938.876
Fondo di cassa al 30 giugno 1954 (suppletivo)		—		2.648
Totale a pareggio		19.941.524		19.941.524

SITUAZIONE DEL TESORO

	Al 30 giugno 1954 (suppletivo) (in milioni di lire)		
Fondo di cassa		2.648	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	226		
Pagamenti da regolare	70.259		
Altri crediti	261.410		
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	7.724		
Totale crediti		339.619	
In complesso			342.267
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	2.593.419		
Conti correnti	396.458		
Incassi da regolare	41.073		
Altre gestioni	120.258		
Totale debiti			3.151.208
Situazione del Tesoro (passività)			2.808.941

L'Ispettore generale: SANFILIPPO *Il Direttore generale del Tesoro*: DI CRISTINA

(4176)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE V.

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro del mese di luglio 1954

Il conto riassuntivo del Tesoro del mese di luglio 1954 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà fra l'altro i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

	Dal 1° al 31 luglio 1954			
	Incassi (in milioni di lire)		Pagamenti (in milioni di lire)	
Deficit di cassa al 30 giugno 1954		2.648		
Gestione di bilancio				
Entrate e spese di bilancio effettive (competenza)		82.450		143.628
In conto movimento di capitali (competenza)		7.500		13
Gestione di Tesoreria				
In conto debiti di Tesoreria:				
Debito fluttuante	129.007		110.146	
Conti correnti	72.840		75.638	
Incassi da regolare	55.334		42.258	
Altre gestioni	251.653		72.601	
Totale		508.834		300.643
In conto crediti di Tesoreria:				
Crediti per operazioni di portafoglio	18		10	
Pagamenti da regolare	1.000		9.633	
Altri crediti	—		145.207	
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	—		1.296	
Totale		1.018		156.146
Totale generale incassi e pagamenti		602.450		600.430
Fondo di Cassa al 31 luglio 1954		—		2.020
Totale a pareggio		602.450		602.450

SITUAZIONE DEL TESORO

	Al 31 luglio 1954 (in milioni di lire)		
Fondo di cassa		2.020	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	218		
Pagamenti da regolare	78.893		
Altri crediti	406.617		
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	9.019		
Totale crediti		494.747	
In complesso			496.767
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	2.612.281		
Conti correnti	393.660		
Incassi da regolare	54.148		
Altre gestioni	299.310		
Totale debiti			3.359.399
Situazione del Tesoro (passività)			2.862.632

Circolazione di Stato al 31 luglio 1954:		
metallica	L.	6.765 —
cartacea	»	48.475 —
	L.	55.240 —

L'ispettore generale: SANFILIPPO

p. *Il direttore generale del Tesoro*: DI CRISTINA

(4177)

BANCA D'ITALIA

CAPITALE SOCIALE INTERAMENTE VERSATO L. 300.000.000

SITUAZIONE AL 31 LUGLIO 1954

ATTIVO

Voce			Importo
Oro in cassa		L.	4.224.364.546,12
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato alla Banca		»	1.772.798.105 —
Cassa		»	9.424.147.942,48
Portafoglio su piazze italiane		»	251.705.900.090,48
Effetti ricevuti per l'incasso		»	50.520.466,71
Anticipazioni		»	81.088.875.633,50
Prorogati pagamenti alle Stanze di compensazione		»	—
Disponibilità in divisa all'estero		»	73.922.790.601,85
Titoli dello Stato o garantiti dallo Stato		»	29.901.200.363,24
Immobili per gli uffici		»	1 —
Debitori diversi		»	680.774.407.696,13
Partite varie		»	3.638.173.238,04
Anticipazioni al Tesoro - Temporanee		»	77.000.000.000 —
Anticipazioni al Tesoro - Straordinarie		»	342.697.000.000 —
Emissioni delle forze Alleate o per conto di esse:			
Amlire emesse direttamente dalle forze Alleate	L. 113.896.481.370 —		
Fondi in moneta nazionale forniti alle forze medesime	» 31.245.348.495 —		145.141.829.865 —
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria (al netto del Fondo speciale di cui all'art. 9 legge 14 dicembre 1951, n. 1325, in L. 2.461.800.000)		L.	65.254.731.416,53
Impieghi in titoli per conto del Tesoro		»	290.000.000.000 —
Servizi diversi per conto dello Stato		»	15.951.962.035,91
Spese		»	15.791.419.383,75
		L.	2.088.340.121.385,74
Depositi in titoli e valori diversi		»	3.327.959.475.492,45
		L.	5.416.299.596.878,19
Partite ammortizzate nei passati esercizi		»	43.561.278,82
TOTALE GENERALE		L.	5.416.343.158.157,01

PASSIVO

Voce			Importo
Circolazione		L.	1.391.685.978.750 —
Vaglia cambiari, assegni ed altri debiti a vista della Banca		»	14.780.317.705 —
Depositi in conto corrente liberi		»	43.596.892.619,99
Conti correnti vincolati		»	478.899.209.962,87
Creditori diversi		»	112.552.094.050,48
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria		»	—
Conto corrente del Tesoro (Fondo speciale articolo 9 legge 14 dicembre 1951, n. 1325)		»	—
Tesoro dello Stato - Aiuti internazionali:			
Governo italiano - Fondi in lire (saldo)	L. 74.464.752.333,82		
Governo italiano - Conto delle anticipazioni speciali (decreto legislativo n. 781 del 7-5-1948) per la costituzione dei Fondi in lire, al netto dei rimborsi	» 45.902.781.205,98		28.561.971.127,84
Rendite del corrente esercizio		L.	15.974.510.630,48
		L.	2.086.050.974.846,66
Capitale sociale	L. 300.000.000 —		
Fondo di riserva ordinario	» 1.160.983.105,50		
Fondo di riserva straordinario	» 828.163.433,58		2.289.146.539,08
		L.	2.088.340.121.385,74
Depositanti		»	3.327.959.475.492,45
		L.	5.416.299.596.878,19
Partite ammortizzate nei passati esercizi		»	43.561.278,82
TOTALE GENERALE		L.	5.416.343.158.157,01

(4178)

Il Governatore: MENICHELLA

Il Ragioniere generale: PIERINI

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Diario delle prove scritte del concorso per esami e per titoli a ottanta posti di agente nel ruolo organico del personale subalterno addetto al servizio dei fari e del segnalamento marittimo.

Le prove scritte del concorso a ottanta posti di agente, nel ruolo organico del personale subalterno addetto al servizio dei fari e del segnalamento marittimo, avranno luogo in Roma - presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4 alle ore 8 dei giorni 15 e 16 settembre 1954.

(4175)

PREFETTURA DI FROSINONE

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il regolamento per i concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il proprio decreto n. 7899, div. 3.1, in data 20 giugno 1952, con il quale è stato bandito il concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone al 30 novembre 1951;
Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, in data 5 dicembre 1952 e regolarmente pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*;
Visto l'art. 55, del citato regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa, come appresso indicato:

1. Palumbo Donata . punti 60,32
2. Maiuri Maria . » 60,015
3. Butini Adiva » 53,661
4. Menicori Adriana . . » 53,575
5. Pernaselci Maria » 53,39
6. Palermo Annita » 52,255
7. Bernagozzi Liliana . » 51,82
8. Maggio Anna » 51,71
9. Battista Rosina . . . » 51,41
10. Meloni Dina . . . . » 51,19
11. Selvaggi Bicetta . . » 51,175
12. Garofoli Teresa . . . » 51,06
13. Fabbri Lelia . . . » 51,03
14. Stirpe Alessandrina . . » 50,952
15. Di Pofi Maria Antonietta . » 50,81
16. Cencia Agnesina . . » 50,69
17 Renga Regina . . » 50,56
18. Ridolfetti Franca . . » 50,51
19. Vittori Luigia . . . » 50,465
20. D'Amico Evelina . . . . » 49,90
21. Andreani Maria . . » 49,8783
22. Boccia Cesidia . . . . » 49,735
23. Pelucchi Antonietta . . . . . » 49,66
24. Clementi Vittoria . . . . . » 49,23
25. Dozzini Vienna . . . . . » 49,22
26. Catena Dina . . . . . » 49,06
27. Giannoni Franca . . . . . » 49,005
28. Michelini Mafalda . . . . . » 48,58
29. Bracceschi Maria . . . . . » 48,455
30. Sperduti Edvina . . . . . . » 48,43
31. Cassanelli Laura . . . . . » 48,00
32. Galdarossa Amelia . . . . . » 47,835
33. Vergnani Ida . . . . . punti 47,775
34. Grimandi Ines . . . . » 47,36
35. Moschetti Giulia . . . . . . » 47,29
36. Capulli Lucia . . » 46,335
37. Pistoletti Elda . . . . . » 46,26
38. Pagnotta Concetta . . . . » 46,02
39. Ferriani Novella . . » 46,015
40. Rossi Anna Maria » 46,00
41. Barone Maria » 45,8475
42. Lauretti Lilina . » 45,20
43. Ceccarelli Elide » 45,00
44. Tatangelo Dora » 45,00
45. Masotti Nella » 44,625
46. Resta Renata . » 44,05
47. Masella Giuseppina » 43,81
48. Carotti Angela » 43,210
49. Silvestri Gilda . » 42,75
50. Aureli Ada . » 41,03
51. Pernaselci Linda . » 40,385
52. Benni Fiorella » 39,225
53. Lucarini Dora . » 38,20
54. Medici Romilde » 38,175
55. Isonzo Giuseppina » 37,775
56. Ridolfi Maria Pia » 36,145
57. Luti Renata » 35,25
58. Cappella Rosanna » 35,035

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Frosinone, addì 30 luglio 1954

Il prefetto: DE MAGISTRIS

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il regolamento per i concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il proprio decreto n. 7899, div. 3.1, in data 20 giugno 1952, col quale è stato bandito il concorso a posti di ostetrica condotta presso il Consorzio di Acquafondata-Viticuso, ed i comuni di Arce (2ª condotta), Anagni (2ª condotta), Ausonia (condotta frazione Selvacava), Campoli Appennino, Ceccano (1ª condotta), Monte San Giovanni Campano, Pontecorvo (1ª condotta), Ripi (1ª condotta), Sant'Ambrogio sul Garigliano;
Visto il proprio decreto, pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito compilata dalla Commissione giudicatrice del concorso di cui sopra;
Visti gli articoli 55 e 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti candidate, comprese nella graduatoria del concorso di cui in narrativa, sono dichiarate vincitrici del posto a fianco di ciascuna indicato:

1) Palumbo Donata: Anagni (2ª condotta);
2) Majuri Maria: Arce (2ª condotta);
3) Butini Adiva: Pontecorvo (1ª condotta);
4) Menicori Adriana: Ripi (1ª condotta);
5) Pernaselci Maria: Monte San Giovanni Campano;
6) Palermo Annita: Ceccano (1ª condotta);
7) Bernagozzi Liliana: Ausonia (condotta frazione Selvacava);
8) Maggio Anna: Acquafondata Viticuso;
9) Battista Rosina: Campoli Appennino;
10) Meloni Dina: Sant'Ambrogio sul Garigliano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Frosinone, addì 30 luglio 1954

Il prefetto: DE MAGISTRIS

(4039)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.